

POUR L'UNION, LE CHANGEMENT,

Electrices, électeurs,

Mars 1978 peut être un tournant dans la vie des Français, dans votre vie.

Si, par votre vote, vous assurez la victoire du PROGRAMME COMMUN, le changement sera réel, bénéfique et durable :

— SMIC immédiatement porté à 2 400 francs ;

— Tous les salaires inférieurs à 9 600 francs revalorisés ;

— Les allocations familiales augmentées de 50 % ;

— Le minimum vieillesse fixé à 1 3000 francs par mois ;

— Cinq cent mille emplois nouveaux créés en un an ;

— Le droit à la retraite avec pension complète ouvert à soixante ans pour les hommes, à cinquante-cinq pour les femmes.

Ce sera la fin du cauchemar des saisies, des coupures de gaz et d'électricité, des expulsions. Enfin verra le jour une politique nouvelle, favorable à ceux qui travaillent et qui peinent, à leur famille, à leur cadre de vie. La démocratie connaîtra un essor sans précédent dans les entreprises, dans les cités, à tous les niveaux de l'Etat.

Il sera possible de vivre mieux, de vivre enfin. La qualité de la vie prendra un sens ; le droit au travail, aux loisirs, à la culture, à la sécurité, à la santé seront des réalités.

Promesses électorales que tout cela ? NON.

La France n'est pas vouée au malheur. La crise grave qu'elle subit n'est pas fatale ; celle-ci est le résultat de la politique menée par ceux qui gouvernent depuis trop d'années, qui organisent le pillage systématique des immenses richesses de la nation à leur profit, tandis que dix-sept millions de citoyens souffrent de la pauvreté, qu'un million et demi de chômeurs connaissent l'angoisse, que beaucoup d'autres vivent avec la hantise du lendemain.

Les responsables de cette situation désastreuse vous les connaissez bien : ce sont les hommes de la droite dont les représentants dans la circonscription sont Raymond VALENET et Roger MOREL. Avec eux l'austérité ne pourrait que s'aggraver. Déjà de nouvelles atteintes à vos conditions de vie sont prévues dès le lendemain des élections, s'ils gagnent.

Et pourtant les moyens existent pour une grande politique de progrès social dans la liberté et l'indépendance de la France. Notre pays est riche ; il faut, comme le prévoit le PROGRAMME COMMUN, que ces richesses profitent à ceux qui les produisent au lieu

de s'accumuler sans cesse davantage et au mépris de toute justice entre les mains d'une minorité d'accapareurs.

Pour cela il suffit que le peuple, c'est-à-dire chacun d'entre vous, le veuille, qu'il choisisse les députés décidés à appliquer le PROGRAMME COMMUN BIEN ACTUALISE.

Le PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS a fait des propositions chiffrées, claires, réalistes :

— Impôt sur la fortune, sur le capital, sur les bénéfices réels ;
— Impôt sur le revenu : plus lourd pour les plus gros, plus léger pour les petits.
— Relance de l'économie et développement de la consommation populaire ;
— Fin des gaspillages ;
— Nationalisations démocratiques.

Chacun de vous a pu les étudier, en apprécier la loyauté.

Le moment du choix est arrivé.

Nous, communistes, nous ne vous avons jamais tompés, nous n'avons qu'un seul langage, celui de la vérité, qu'un seul idéal, celui de l'intérêt des travailleurs.

Aussi disons-nous que le changement auquel vous aspirez est possible à condition que les sacrifices, loin d'être demandés aux petites gens, soient exigés des très riches, des monopoles capitalistes.

Nous, communistes, qui agissons passionnement en faveur de l'UNION, nous déplorons que nos partenaires socialistes aient fait machine arrière depuis leur engagement de 1972 sur le programme commun, qu'ils soient aujourd'hui réservés sur ses dépenses, ses recettes, son calendrier d'application, qu'ils parlent de sacrifices pour les travailleurs.

Des sacrifices, les travailleurs ne peuvent plus en faire !

Aussi, il n'y a qu'un seul moyen de manisfester votre volonté de voir un gouvernement de la gauche unie comprenant des ministres communistes réaliser le programme commun, c'est de voter le 12 mars pour les candidats de l'union et du changement, présentés par le Parti Communiste Français, même si vous ne partagez pas toutes leurs idées.

Ces candidats vous les voyez œuvrer inlassablement en votre faveur, dans l'intérêt de vos familles, pour que dans les villes qu'ils administrent avec compétence et dévouement il fasse bon vivre.

Voter en faveur des candidats communistes le 12, c'est la discussion et un bon accord politique le 13, c'est la victoire le 19.

LE 12 MARS vous voterez pour



MARIE-THERESE GOUTMANN

sénateur, maire de Noisy-le-Grand.

et

CLAUDE FAVRETTO

maire de Gagny.

soler & © aulnay

Vu le candidat.